

Immigration zéro et relance de la natalité en Europe de l'Est : Macron, c'est l'inverse !

Article rédigé par *Marc Rousset*, le 09 mai 2018

Source [Boulevard Voltaire] La loi Collomb « anti-immigration » qui vient d'être votée en première lecture est de la poudre aux yeux « en même temps » pour naïfs ! C'est l'arbre qui cache la forêt de l'invasion migratoire, du remplacement de population en voie d'accélération rapide. Macron, dernier avatar de la gauche, suite au coup d'État médiatico-juridico-politique pour évincer Fillon, applique la politique droits-de-l'homme de destruction des peuples européens.

Le doublement de 45 à 90 jours de la durée de séjour maximal en centre de rétention administrative n'aura aucun effet car la décision finale est laissée au juge des libertés. Les quelques places supplémentaires pour les demandeurs d'asile et pour les centres provisoires d'hébergement de réfugiés ne vont diminuer en rien les arrivées migratoires en amont. Quant à l'idée de vérifier le statut des personnes dans les centres d'hébergement d'urgence par des « équipes mobiles », elle a déjà été vidée de sa substance, suite aux cris d'orfraie des associations.

En 2017, 120.000 immigrés clandestins, le plus souvent pour des seules raisons économiques, ont demandé un asile politique vide de sens qui ne signifie plus rien. Quant à la honteuse et folle immigration « régulière », elle a explosé, pour passer de 125.000, en 1995, à 262.000, en 2017 ! La France de Macron croule aussi sous le nombre des « dublinés » qui relèvent d'un autre pays européen mais qui s'installent en France en raison du laxisme de notre législation. Une loi votée sous Hollande annulant une rétention sur cinq n'a pas été abrogée par Collomb, pas plus que la circulaire Valls de 2012 contribuant à l'augmentation des régularisations d'étrangers en situation irrégulière de plus de 30 % en 5 ans. En 2017, le nombre d'éloignements des clandestins n'était que de 15.000, dont 6.600 seulement en dehors de l'Union européenne, soit quelques milliers d'expulsions de plus – une goutte d'eau ridicule en augmentation de 10 % par rapport à 2016, face au tsunami migratoire extra-européen !

En Europe de l'Est, c'est tout le contraire : immigration zéro et politique nataliste des Européens de souche. Viktor Orbán octroie des prêts et une TVA préférentielle pour l'achat d'une maison à toute famille s'engageant à avoir trois enfants en dix ans. En Pologne, la politique nataliste du parti Droit et Justice a relancé les naissances d'une façon significative depuis 2016. Poutine, lui, a prévu un budget d'aide à la famille de 7,2 milliards d'euros jusqu'en 2020 avec un « bonus bébé » de 150 euros par mois pour les parents modestes dès le premier enfant – à comparer avec le salaire moyen, en Russie, de 450 euros par mois.

Sous l'impulsion de l'Église orthodoxe, l'État russe combat avec succès l'avortement. Quand on en arrive, en France, à 220.000 avortements par an, soit une mortalité infantile peut-être comparable à celle que connaissait la France sous Louis XIV et un chiffre comparable à l'immigration régulière extra-européenne de 262.000 personnes par an, cela ne regarde plus seulement les femmes et leur vie personnelle, mais aussi la nation France et la civilisation européenne pour les questions existentielles de leur survie, de leur renouvellement et de leur avenir.

Hollande et Macron ont pratiqué la démolition de la politique familiale en fiscalisant les majorations de retraite aux parents ayant eu au moins trois enfants, en s'attaquant au quotient familial, en modulant les allocations familiales en fonction des revenus, etc. Pas étonnant, dans ces conditions, qu'en 2017, seulement 767.000 bébés soient nés en France, troisième année de baisse consécutive. L'exception démographique française en Europe est en train de disparaître tandis que Macron préfère subir l'invasion migratoire de masse.

« *La démographie est le destin* », disait Auguste Comte.